

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 81 — 1926

9 SEPTEMBRE 1981

## Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour la réalisation de travaux destinés à faciliter l'accès aux bâtiments des services publics aux handicapés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public;

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1977 pris en exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public;

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1981 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence de réaliser les travaux destinés à faciliter l'accès aux handicapés aux bâtiments des services publics;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région wallonne et de l'avis de l'Exécutif régional wallon,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** A défaut d'intervention financière de l'Etat ou de la Communauté française, et en vue de l'exécution des travaux de construction ou de transformation destinés à faciliter l'accès intérieur et extérieur de leurs services aux handicapés, une subvention peut être accordée aux communes et aux intercommunales dont seules sont membres des personnes de droit public.

**Art. 2. § 1er.** Le taux de la subvention est fixé forfaitairement à 80 % du coût estimé des travaux visés à l'article 1er, à condition qu'ils respectent les normes fixées par l'arrêté royal du 9 mai 1977 relatives à l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public.

§ 2. L'estimation du coût des travaux correspond au montant, taxes comprises, de l'offre approuvée sur base de marchés conclus conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Il n'est tenu compte des formules contractuelles de révision des prix que pour autant que la durée d'exécution des travaux n'excède pas une année.

Il n'est pas tenu compte des frais généraux ou d'étude éventuels.

§ 3. Lorsque le décompte final des travaux exécutés atteint un montant supérieur à celui retenu pour le calcul de la subvention, le supplément ne donne pas lieu à subvention complémentaire.

Par contre, lorsque le décompte atteint un montant inférieur, le calcul de la subvention est ajusté sur base de la dépense réelle.

§ 4. Si les travaux sont exécutés en régie, la subvention est calculée sur base du montant du devis approuvé.

La subvention est ajustée au montant de la dépense réelle lorsque celle-ci est inférieure au montant du devis.

§ 5. Le montant de la subvention est toujours arrondi au millier de francs inférieur.

§ 6. Sont déduites, pour l'établissement du montant total de la dépense à subventionner, les interventions quelconques, volontaires ou obligatoires, de particuliers ou de personnes publiques autres que le maître de l'ouvrage.

§ 7 La liquidation de la subvention s'effectue, à concurrence des neuf dixièmes de son montant, sur base des états d'avancement des travaux dûment approuvés par l'Administration des Travaux subsidiés de la Reconstruction. Le solde, éventuellement rajusté conformément aux dispositions du § 3 ci-avant, est liquidé sur présentation du décompte final des travaux, également approuvé par l'Administration précitée.

**Art. 3.** La réalisation des travaux s'effectue selon la procédure administrative suivante :

1. L'administration communale, maître de l'ouvrage, adresse à l'Administration des Travaux subsidiés une demande de subvention préalable à l'exécution des travaux.

La demande est accompagnée :

- d'un cahier spécial des charges;
- des plans d'exécution;
- d'une estimation détaillée du coût des travaux.

Une copie de cette demande est adressée simultanément au Gouverneur de la province concernée.

2. Dans les quinze jours qui suivent la réception de cette demande, une visite sur place est effectuée par un délégué de l'Administration des Travaux subsidiés, à laquelle participent, à l'invitation de ce dernier, un délégué du Service technique du Gouvernement provincial, de la Direction provinciale de l'Urbanisme et de la commune ou de l'intercommunale.

Un procès-verbal commun est établi et signé par chacun des délégués. Le procès-verbal mentionne l'approbation de l'estimation du coût des travaux, ainsi que toutes autres observations utiles.

3. Dès signature du procès-verbal, l'administration communale procède à l'attribution des travaux. Celle-ci s'opère par adjudication ou appel d'offres restreint, sur consultation d'au moins six entrepreneurs dûment agréés.

4. Le dossier d'adjudication et la demande de subventionnement (par promesse ferme) sont acheminés suivant la procédure prévue par l'arrêté royal du 25 avril 1980 régissant, en ce qui concerne la Région wallonne, la procédure d'octroi des subsides prévus à l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de waterings.

5. Cette procédure n'est applicable qu'à la condition que le coût total de l'entreprise considérée n'excède pas, taxes comprises, cinq millions de FB. Dans tous les autres cas, la procédure décrite à l'arrêté royal du 25 avril 1980 précité est d'application.

**Art. 4.** Sont seules prises en considération, les demandes d'intervention afférentes à des travaux non encore adjugés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Notre Ministre de la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 9 septembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 81 — 1926

**9. SEPTEMBER 1981. — Königlicher Erlass über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden für die Durchführung von Arbeiten zwecks Erleichterung für die Behinderten des Zugangs zu den Gebäuden der öffentlichen Dienststellen**

BAUDOIN, König der Belgier,

Allen, Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unseren Gruss.

Aufgrund des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über den Zugang der Behinderten zu den Gebäuden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind;

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des in Durchführung des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über den Zugang der Behinderten zu den Gebäuden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, erlassenen Königlichen Erlasses vom 9. Mai 1977;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. April 1981 zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, der durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen ersetzt wurde;

In der Erwägung, dass die Arbeiten zwecks Erleichterung für die Behinderten des Zugangs zu den Gebäuden der öffentlichen Dienststellen dringend durchgeführt werden müssen;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Wallonischen Region und aufgrund des Gutachtens der Wallonischen Regionalexekutive,

Haben Wir beschlossen und verordnen Wir :

**Artikel 1.** In Ermangelung einer finanziellen Beteiligung des Staates oder der französischen Gemeinschaft kann den Gemeinden und den Interkommunalen, die nur Personen des öffentlichen Rechts als Mitglieder haben, ein Zuschuss gewährt werden zwecks Durchführung der Bau- oder Umbauarbeiten, die den Behinderten den inneren und äusseren Zugang zu ihren Dienststellen erleichtern sollen.

**Art. 2. § 1.** Der Satz des Zuschusses wird pauschal auf 80 % der veranschlagten Kosten der in Artikel 1 gemeinten Arbeiten festgelegt unter der Bedingung, dass sie die durch Königlichen Erlass vom 9. Mai 1977 über den Zugang der Behinderten zu den Gebäuden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, festgelegten Normen einhalten.

**§ 2.** Der Kostenvoranschlag der Arbeiten entspricht dem Betrag — Steuern einbegriffen — des Angebots, das aufgrund von Abschlüssen genehmigt wurde, die gemäss den gesetzlichen und ordnungsmässigen Bestimmungen über die öffentlichen Aufträge über die Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen getätigt wurden.

Die vertraglich festgelegten Verfahren für die Preisrévision werden nur berücksichtigt, sofern die Durchführung der Arbeiten nicht länger als ein Jahr dauert.

Eventuelle allgemeine Kosten und Untersuchungskosten werden nicht berücksichtigt.

**§ 3.** Wenn die Endabrechnung der durchgeführten Arbeiten den Betrag überschreitet, der für die Berechnung des Zuschusses festgehalten wurde, gibt der Zusatz keinen Anlass zu einem zusätzlichen Zuschuss.

Wenn die Endabrechnung jedoch unter diesem Betrag liegt, wird die Berechnung des Zuschusses aufgrund der wirklichen Ausgabe berichtigt.

**§ 4.** Wenn die Arbeiten in staatlicher Regie durchgeführt werden, wird der Zuschuss aufgrund des Betrages des genehmigten Kostenvoranschlags berechnet.

Der Zuschuss wird dem Betrag der wirklichen Ausgabe angepasst, wenn diese unter dem Betrag des Voranschlags liegt.

**§ 5.** Der Betrag des Zuschusses wird immer auf volle tausend Francs nach unten abgerundet.

**§ 6.** Für die Festlegung des Gesamtbetrags der zu bezuschussenden Ausgabe werden jegliche freiwillige oder obligatorische Beteiligungen von anderen Privat- oder Amtspersonen als dem Bauherrn abgezogen.

**§ 7.** Der Zuschuss wird bis zu neun Zehnteln je nach dem ordnungsmässig von der Verwaltung für Bezuschusste Arbeiten und den Wiederaufbau genehmigten Stand der Arbeiten ausbezahlt.

Der Restbetrag, der eventuell gemäss den in § 3 erwähnten Bestimmungen berichtigt wurde, wird gegen Vorzeigung der ebenfalls von der obenerwähnten Verwaltung genehmigten Endabrechnung der Arbeiten ausbezahlt.

**Art. 3.** Die Durchführung der Arbeiten erfolgt gemäss folgendem Verwaltungsverfahren :

1. Die Gemeindeverwaltung, die Bauherr ist, reicht vor der Durchführung der Arbeiten einen Antrag auf Zuschuss bei der Verwaltung für Bezuschusste Arbeiten ein.

Dem Antrag werden beigelegt :

- das Sonderlastenheft;
- die Durchführungspläne;
- ein ausführlicher Kostenvoranschlag der Arbeiten.

Eine Ausfertigung dieses Antrags ergeht gleichzeitig an den Gouverneur der betreffenden Provinz.

2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt dieses Antrags führt ein Bevollmächtigter der Verwaltung für Bezuschusste Arbeiten eine Ortsbesichtigung durch. An dieser Besichtigung nehmen auf Ersuchen dieses Bevollmächtigten ein Bevollmächtigter des Technischen Dienstes der Provinzialregierung, ein Bevollmächtigter der Provinzialen Direktion des Städtebaus und ein Bevollmächtigter der Gemeinde oder der Interkommunale teil.

Es wird ein gemeinsames Protokoll errichtet und von jedem der Bevollmächtigten unterschrieben. Im Protokoll werden die Genehmigung des Kostenvoranschlags der Arbeiten sowie alle anderen nützlichen Bemerkungen vermerkt.

3. Sobald das Protokoll unterschrieben ist, nimmt die Gemeindeverwaltung die Vergabe der Arbeiten vor. Diese erfolgt durch Ausschreibung oder beschränkten Angebotsaufruf nach Anhörung von mindestens sechs ordnungsmässig anerkannten Unternehmern.

4. Die Ausschreibungsakte und der Antrag auf Bezuschussung (durch festes Versprechen) werden weitergeleitet und zwar gemäss dem Verfahren, das im Königlichen Erlass vom 25. April 1980 zur Regelung für die Wallonische Region des Gewährungsverfahrens der im Regentenerlass vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Durchführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, öffentliche Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- und Moorenwässerungsvereinigungen vorgesehenen Zuschüsse vorgesehen ist.

5. Dieses Verfahren ist nur anwendbar, wenn die Gesamtkosten des erwogenen Vorhabens einschliesslich der Steuern fünf Millionen BF nicht übersteigen. In allen andere Fällen kommt das im verwähnten Königlichen Erlass vom 25. April 1980 beschriebene Verfahren zur Anwendung.

Art. 4. Nur die Anträge auf Beteiligung werden berücksichtigt, die sich auf Arbeiten beziehen, die am Datum des Inkrafttretens dieses Erlasses noch nicht ausgeschrieben sind.

Art. 5. Dieser Erlass tritt am Tag seines Erscheinens im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 6. Unser Minister der Wallonischen Region ist mit der Ausführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Motril — Spanien, den 9. September 1981.

## BAUDOUIN

Von Königswegen :

Der Minister der Wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

## VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 81 — 1926

9 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van toelagen aan ondergeschikte besturen voor het uitvoeren van werken met het oog op de toegankelijkheid van de gebouwen van de overheidsdiensten voor gehandicapten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 17 juli 1975 betreffende de toegang van gehandicapten tot gebouwen toegankelijk voor het publiek;

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 1977 genomen in uitvoering van de wet van 17 juli 1975 betreffende de toegang van gehandicapten tot gebouwen toegankelijk voor het publiek;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 april 1981 houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de hoogdringendheid om werken uit te voeren met het oog op de toegankelijkheid van de gebouwen van de overheidsdiensten voor gehandicapten;

Op de voordracht van Onze Minister van het Waalse Gewest en op het advies van de Waalse Gewestexecutieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij gebrek aan financiële tussenkomst van de Staat of de Franse Gemeenschap, en ten einde bouw- of verbouwingswerken uit te voeren met het oog op de binnen- en buiten-toegankelijkheid van de diensten ervan voor gehandicapten, kan een toelage aan de gemeenten en aan de intercommunale verenigingen, waarvan alleen publiekrechtelijke personen lid zijn, toegekend worden.

Art. 2. § 1. Het bedrag van de toelage wordt op 80 % van de geraamde kostprijs van de bij artikel 1 bedoelde werken forfaitair vastgesteld, op voorwaarde dat deze aan de bij het koninklijk besluit van 9 mei 1977 vastgestelde normen betreffende de toegang van gehandicapten tot gebouwen toegankelijk voor het publiek voldoen.

§ 2. De raming van de kostprijs der werken is gelijk aan het bedrag, belastingen inbegrepen, van de offerte goedgekeurd op grond van opdrachten afgesloten overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten.

Er wordt slechts met de contractuele formules van prijsherziening rekening gehouden voor zover de duur van de uitvoering der werken niet meer dan een jaar belooft.

Er wordt met de gebeurlijke algemene of studiekosten geen rekening gehouden.

§ 3. Wanneer de eindafrekening van de uitgevoerde werken hoger ligt dan het voor de berekening van de toelage weerhouden bedrag, geeft het supplement geen aanleiding tot een aanvullende toelage.

Wanneer de afrekening daarenbegen lager ligt, wordt de berekening van de toelage op basis van de werkelijke uitgave aangepast.

§ 4. Indien de werken in regie worden uitgevoerd, wordt de toelage op basis van het bedrag van het goedgekeurd bestek berekend.

De toelage wordt aan het bedrag van de werkelijke uitgave aangepast, wanneer deze lager ligt dan het bedrag van het bestek.

§ 5. Het bedrag van de toelage wordt telkens tot het lager duizendtal frank afgerond.

§ 6. Komen in vermindering voor het bepalen van het totaal bedrag van de te subsidiëren uitgave, de vrijwillige of verplichte tussenkomsten van alle aard van partikulieren of publiekrechtelijke personen andere dan de opdrachtgever.

§ 7. De uitkering van de toelage gebeurt, ten belope van negen tienden van het bedrag ervan, op grond van de door het Bestuur Gesubsidieerde Werken en Wederopbouw behoorlijk goedgekeurde vorderingsstaten der werken. Het eventueel overeenkomstig de bepalingen van § 3 hiervoor heraangepaste saldo wordt tegen afgifte van de door voormeld Bestuur eveneens goedgekeurde eindafrekening der werken uitgekeerd.

Art. 3. De uitvoering der werken heeft plaats langs de volgende administratieve procedure :

1. Het gemeentebestuur richt als opdrachtgever een toelageaanvraag tot het Bestuur Gesubsidieerde Werken vóór de uitvoering der werken.

Aan deze aanvraag worden bijgevoegd :

— een bijzonder bestek;

— uitvoeringsplannen;

— een gedetailleerde raming van de kostprijs der werken.

Tegelijkertijd wordt een afschrift van deze aanvraag tot de Gouverneur van de betrokken provincie gericht.

2. Binnen de vijftien dagen die de ontvangst van deze aanvraag volgen, wordt door een afgevaardigde van het Bestuur Gesubsidieerde Werken een bezoek ter plaatse gemaakt waaraan deelnemen, op uitnodiging van deze laatste, een afgevaardigde van de Technische Dienst van het Provinciaal Gouvernement, de Provinciale Directie voor Stedebouw en de gemeente of de intercommunale vereniging.

Een gezamenlijk proces-verbaal wordt opgemaakt en door elk der afgevaardigden ondertekend. Het proces-verbaal vermeldt de goedkeuring van de raming van de kostprijs der werken, alsmede alle andere nuttige opmerkingen.

3. Zodra het proces-verbaal is ondertekend, gaat het gemeentebestuur over tot de toekenning der werken. Die gebeurt langs aanbesteding of beperkte offerteaanvraag met raadpleging van ten minste zes behoorlijk erkende aannemers.

4. Het aanbestedingsdossier en de toelageaanvraag (langs vaste belofte) worden doorgezonden volgens de procedure die voorzien is bij het koninklijk besluit van 25 april 1980 houdende regeling, voor het Waalse Gewest, van de procedure van toekenning der toelagen voorzien bij het besluit van de Regent van 2 juli 1949

betreffende de staatsuitsluiting inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of wateringen.

5. Die procedure is slechts van toepassing op voorwaarde dat de totale kostprijs van de beschouwde aanneming een bedrag van vijf miljoen BF, belastingen inbegrepen, niet overschrijft. In alle andere gevallen is de bij het voorgenoemde koninklijk besluit van 25 april 1980 bepaalde procedure van toepassing.

Art. 4. Komen alleen in aanmerking de tussenkomstaanvragen in verband met de werken die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog niet toegekend zijn.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van het Waalse Gewest is met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Motril — Spanje, 9 september 1981.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van het Waalse Gewest,  
J.-M. DEHOUSSE

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

#### Autoroutes Expropriations. — Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 21 août 1981 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations, à réaliser, sur le territoire de la commune Wellin (Chanly), en vue de la construction, par l'Association intercommunale pour les Autoroutes des Ardennes, de l'autoroute E40, section Wellin-Transinne (plan n° Z38052/3).

#### Routes de l'Etat Expropriations. — Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 7 septembre 1981 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations, à réaliser, sur le territoire de la commune de Momignies (Seloignes), en vue de la régularisation, par le Fonds des Routes, de l'alignement de la route n° 379 (plan n° H379.B4/12/1).

Un arrêté royal du 7 septembre 1981 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations, à réaliser, sur le territoire de la commune de Virton (Latour), en vue de la réalisation, par le Fonds des Routes, du contournement Est de Virton (plan n° F651/1891B).

Un arrêté royal du 7 septembre 1981 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations, à réaliser, sur le territoire de la commune de Villers-le-Bouillet, en vue de l'aménagement, par le Fonds des Routes, de la route de l'Etat n° 795, section Villers-le-Bouillet-Tihange (plan n° E795/8065').

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

#### Autosnelwegen Onteigeningen. — Speedprocedure

Bij koninklijk besluit van 21 augustus 1981 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeente Wellin (Chanly), voor de aanleg, door de « Association intercommunale pour les Autoroutes des Ardennes », van de autosnelweg E40, vak Wellin-Transinne (plan nr. Z38052/3).

#### Rijkswegen Onteigeningen. — Speedprocedure

Bij koninklijk besluit van 7 september 1981 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeente Momignies (Seloignes), voor de verwezenlijking, door het Wegenfonds, van de rooilijn van de rijksweg nr. 379 (plan nr. H379.B4/12/1).

Bij koninklijk besluit van 7 september 1981 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeente Virton (Latour), voor de verwezenlijking, door het Wegenfonds, van de oostelijke rondweg om Virton (plan nr. F651/1891B).

Bij koninklijk besluit van 7 september 1981 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied der gemeente Villers-le-Bouillet, voor de aanleg, door het Wegenfonds, van de rijksweg nr. 795, vak Villers-le-Bouillet-Tihange (plan nr. E795/8065').